

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 26/02/2026 de l'établissement SOY AUX PLASTIQUES COMPLEXAGE implanté Rte de La Croix Blanche, 16800 Soy aux, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Mesures de maîtrise des Risques** - Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006 article : 37.5
- **Capacités de rétention des produits chimiques** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article : 25-I

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 Rue du Docteur Duroselle
16000 ANGOULEME

Angoulême, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOYAUX PLASTIQUES COMPLEXAGE

Rte de La Croix Blanche
16800 Soyaux

Références : 2026_384_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007202185

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement SOYAUX PLASTIQUES COMPLEXAGE implanté Rte de La Croix Blanche, 16800 Soyaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL mène sur tout le territoire régional une opération « coup de poing » régionale sur le thème des conditions de stockage des produits chimiques.

Les inspections porteront notamment sur :

- la conformité des dispositifs de rétention des stockages de produits chimiques susceptibles de polluer les sols ou les eaux (dimensionnement, étanchéité, gestion des obturateurs, prévention des incompatibilités chimiques) ;
- la présence et la tenue d'un inventaire à jour des produits dangereux ;
- la disponibilité et la bonne prise en compte des consignes des fiches de données de sécurité (FDS).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOYAUX PLASTIQUES COMPLEXAGE
- Rte de La Croix Blanche 16800 Soyaux
- Code AIOT : 0007202185
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SOYAUX PLASTIQUES COMPLEXAGE est une imprimerie autorisée par un arrêté préfectoral en date du 7 mars 2003.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions de stockage des produits chimiques sont globalement bonnes dans le local Encre mais devront être améliorées dans le local de stockage des Solvants.

Des actions correctives et des justificatifs sont attendus à court terme de la part de l'exploitant

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats :

L'exploitant dispose des FDS des produits utilisés sur le site.
Le service Qualité propose aux opérateurs des formations sur l'utilisation des produits et les éventuelles mises à jour des FDS sont communiquées lors de réunions mensuelles à destination de l'ensemble du personnel
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est contrôlé le stockage des produits suivants selon les FDS remises en séance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Duraflex TF TV (encre) - Methoxy Propanol (solvant) <p>Le Duraflex TF TV est stocké dans le local Encre dans des récipients disposant des étiquetages adéquats.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie disponibles dans le local sont conformes à la FDS.</p> <p>L'exploitant indique que le local est correctement isolé permettant de maintenir une température inférieure à 35°C.</p> <p>Un stockage temporaire de Méthoxy Propanol est effectué dans le local Encre. Bien que les récipients soient identifiés, ils ne disposent pas des pictogrammes associés aux risques figurant sur la FDS.</p> <p>De plus, ces récipients semblent être en plastiques alors que la FDS du produit indique que « la plupart des plastiques » sont des matériaux incompatibles avec le produit (section 7.2 de la FDS).</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les contenants sont compatibles avec le produit qu'ils contiennent.</p> <p>Le stockage principal du Méthoxy Propanol est réalisé dans le local Solvants.</p> <p>Il est constaté une forte odeur de solvants. L'exploitant doit s'assurer que le local est suffisamment ventilé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure que les dispositions figurant dans les FDS sont respectées, notamment en matière de compatibilité avec les matériaux d'emballage et les conditions de stockage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Le local Encre est sur rétention interne. Toutefois, des cubitainers de déchets liquides sont également stockés avant évacuation. Le dimensionnement de la rétention doit être vérifié au regard de la quantité maximale pouvant être stockée dans ce local. Le local solvants dispose de rétentions individuelles pour les différents solvants. Cependant, ces rétentions présentent des marques d'usures laissant suggérer une perte d'étanchéité. De plus, des produits sont stockés hors rétention et le local dispose d'une porte vers l'extérieur non étanche. Ces produits sont donc stockés sans rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant vérifie le bon dimensionnement de la rétention du local Encre, qui devra être a minima de 50 % de la capacité totale des réservoirs ou récipients stockés. L'exploitant s'assure de l'étanchéité et de la rétention du local Solvants. Un plan d'action de mise en conformité devra utilement être transmis à l'inspection par retour de la présente inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats : Selon l'exploitant, il n'y a plus de produit incompatible stocké sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Un inventaire des stocks est réalisé tous les mois. L'exploitant devra s'assurer que cette périodicité est suffisante pour permettre d'avoir un état des matières stockées à jour au cours d'un mois.
Type de suites proposées : Sans suite